



La direction de Fralib condamne un acte de violence inacceptable

Gémenos, le 11 mai 2012 : ce matin, vers 4h30, une soixantaine d'individus cagoulés et armés de matraques et de bombes lacrymogènes se sont introduits violemment sur le site Fralib de Gémenos. Arrivés sur place, à bord de véhicules aux immatriculations masquées, ils ont menacé les agents de sécurité présents et les ont contraints à quitter les lieux.

Cette violence est la réaction de quelques syndicalistes à la décision du TGI de Marseille du 20 avril dernier qui a validé totalement la procédure de consultation et le plan social pour l'emploi présenté par la direction.

Un dépôt de plainte est en cours.

La direction de l'entreprise demande aux Autorités de tout mettre en œuvre pour faire respecter la loi. De son côté, elle rappelle qu'une offre d'emploi personnalisée a été faite à chaque salarié dans une autre de ses usines en France et aux mêmes qualifications et conditions de salaires.

Quand à son engagement de Revitalisation, la direction rappelle qu'ont été identifiées et présentées au Comité d'Entreprise des créations d'emplois sur le bassin local qui n'attendent plus que la mise en œuvre, sous l'égide de l'Etat, d'une Convention de Revitalisation. Aucune provocation ne la détournera de son objectif

Pour Sophie Jayet, directrice de la communication d'Unilever France, *«ce coup de force violent mené par des individus cagoulés et armés est inacceptable dans un Etat de droit, alors même que le TGI de Marseille vient de reconnaître la validité du plan social qui prévoit des mesures de reclassement concrètes pour chacun, ainsi qu'un budget de Revitalisation et de formation conséquent. Les matraques et les cagoules ne peuvent pas être des outils du dialogue social dans un Etat de droit»*.